

toutes circonstances la base pour « l'étatisation ». L'abolition de cette base, camarades, ne s'appelle pas « étatisation » mais le renversement de l'ordre capitaliste ; en d'autres termes, cette sorte d'« étatisation » est impossible dans le système capitaliste. C'est là une loi théorique — dans le sens le plus général. Toute l'évolution du capitalisme moderne n'aboutit pas dans cette direction. Le « capitalisme d'Etat » de nos camarades est une fiction théorique.

L'« étatisation » capitaliste présuppose la propriété privée des moyens de production en fait, si ce n'est pas nécessaire dans la forme. L'« étatisation » soviétique, d'autre part, même sous sa forme bureaucratique, est basée sur l'abolition de cette propriété. La bureaucratie ne possède pas d'une façon privée les moyens de production, ni dans le sens juridique ni en réalité. Toute la conception de la majorité britannique n'aurait de sens que si elle pouvait nous montrer un processus de division — réelle à défaut de formelle — de la propriété étatique en morceaux de capital privé.

Mais il n'y a pas un mot à ce sujet. Les camarades sont loin de comprendre l'importance décisive des rapports de propriété, tout en la reconnaissant verbalement. Rappelons-nous que le camarade Haston pense une restauration tout à fait possible sur la base de la propriété étatique. Encore une fois, nous parlons de propriété non en tant que catégorie juridique mais en tant que catégorie économique. La propriété capitaliste privée, c'est-à-dire le droit effectif de disposer de parties individuelles de l'appareil de production et l'appropriation du profit de ces parties par des capitalistes privés et par des groupes de capitalistes, est cachée aujourd'hui sous différentes formes juridiques, comme le contrôle de sociétés à responsabilité limitée par une minorité d'actionnaires, etc., ou par le pouvoir des directions dans des sociétés ou par des fonctions d'Etat, etc.

Nous répétons :

1. La tendance du capitalisme ne se dirige pas vers l'abrogation du contrôle privé du capital, ni vers le « capitalisme d'Etat » comme un système différent de celui du « capital financier ».
2. La restauration du capitalisme en U.R.S.S. est impossible sans l'abolition effective de la propriété étatique.
3. Les camarades de la majorité britannique n'ont même pas essayé de prouver que l'économie soviétique tend dans cette direction par sa nature propre.

La confusion devient surtout évidente dans la question de la planification. La contradiction entre l'organisation de la production dans des installations de production individuelle et l'anarchie de la production dans toute la société ne peut être surmontée dans le système capitaliste, même avec un degré maximum d'« étatisation ». Toute la différence entre l'Union soviétique et les pays capitalistes devient évidente dans le contraste entre l'anarchie de la production d'une part et l'économie planifiée d'autre part. Nous pourrions au moins attendre du camarade Haston qu'il nous montre où les tendances à la destruction de la planification sont

si puissantes dans l'industrie, et de quelle façon l'économie soviétique se dirige vers une crise capitaliste ou vers une guerre impérialiste. Au contraire, il ne faut qu'omettre cette incompatibilité de l'économie planifiée, tandis que d'autres camarades de la majorité la nient expressément ! Il n'est pas nécessaire d'approfondir cette innovation théorique avant que les camarades n'aient présenté clairement, et par écrit, leur pensée à ce sujet.

Sur la base de tout cela, il semble tout à fait incompréhensible que la résolution rejette la version d'une économie de « capitalisme d'Etat » en Russie. Les camarades de la majorité ont peur de poursuivre leurs idées de façon conséquente. Ils parlent du caractère « capitaliste » de l'Etat, « qui occupe la même position vis-à-vis de l'économie nationale que le capitaliste occupe vis-à-vis d'une seule entreprise ». Ils donnent des fonctions capitalistes à l'Etat, non seulement sur le plan de la répartition mais également sur le plan de la production, « payement » (c'est-à-dire emploi, B. T.) du travail salarié, production de marchandises. Ou encore plus distinctement, selon le camarade Haston, qui reprend tout cela, l'« Etat a le contrôle du capital ». Si le terme, qui est si populaire parmi les camarades, peut avoir un sens quelconque, alors cela c'est évidemment du « capitalisme d'Etat ». De plus, d'après leur propre terminologie, le capitalisme

a toujours existé en Union soviétique. L'industrialisation est décrite comme la plus gigantesque et rapide *capitalisation* (souligné par moi, B.T.). Comme nous l'avons vu, l'Etat devient le contrôleur du capital. Il y a une chose que Marx a soulignée à plusieurs reprises : Les moyens de production en tant que tels ne sont pas du capital, mais ils ne le deviennent que sous certains rapports.

Encore une autre remarque : il ressort évidemment de ce qui a été dit plus haut que le développement des obligations d'Etat ne constitue pas une transformation fondamentale de la structure économique.

Car ces obligations n'indiquent pas un début de division de l'appareil de production appartenant à l'Etat entre des groupes de capital privés. Il n'y a aucune liaison entre les trusts particuliers, les groupes de production, etc., et les détenteurs individuels d'obligations, alors que cette liaison existe dans le système capitaliste pour la minorité des gros actionnaires capitalistes. En Union soviétique, il n'existe aucun capital réel correspondant à ce « capital fictif » sous forme d'obligations. Il n'existe aucun droit à des parties particulières du profit, et il n'y a aucun contrôle privé de la production. Le système des obligations n'est pas en contradiction avec l'économie planifiée bureaucratique.

Production de marchandises

La production de marchandises n'est pas un mode particulier de production. La marchandise, forme du produit, est la condition et en même temps le résultat de la production capitaliste. Mais la production de marchandises n'est pas identique à la production capitaliste — ou, pour nous tenir à la résolution du C.C. — n'est pas un rapport « capitaliste » en soi. L'abrogation de la propriété privée des moyens de production dans l'industrie a transformé fondamentalement le caractère de la production de marchandises en U.R.S.S.

Il est tout à fait exact que les produits en Union soviétique gardent encore la forme de marchandises. Dans cette mesure, nous pouvons encore parler de la « loi de la valeur ». Mais la loi de la valeur n'est pas applicable dans le même sens que dans le système capitaliste.

La « loi de la valeur » signifie que le lien social entre les producteurs privés ne se fait pas par un plan conscient, mais par un processus « objectif » inconscient, anarchique. La « loi de la valeur » signifie que les rapports entre les hommes apparaissent comme des rapports de choses, que les produits de leur travail utile, concret sont échangés comme des produits de travail humain abstrait. L'économie soviétique ne peut pas encore fonctionner sans être dirigée par la « loi de la valeur », à cause de son entourage capitaliste, à cause de l'état arriéré de sa production agricole, des conditions de production, à cause du degré toujours bas de l'organisation industrielle et de la technique, à cause de la pauvreté générale et à cause du manque de toute forme de contrôle démocratique. Mais la validité absolue, l'omnipotence de la loi de la valeur, est restreinte par le plan.

Le plan, la nationalisation de l'industrie, le monopole du commerce extérieur, constituent le cadre de la production de marchandises en Russie. La « production de marchandises, ce rapport capitaliste », n'est pas allée en diminuant en Russie depuis le renversement du pouvoir capitaliste, mais au contraire, s'est accrue d'une manière considérable, précisément parce qu'elle était soumise à de nouvelles lois économiques, parce que c'était une production non capitaliste de marchandises.

A propos, le camarade Haston définit ainsi la loi de la valeur : « ...La loi de la valeur exprime le fait que des produits ou des marchandises sont échangés suivant la quantité de travail utilisée pour leur production, ou qui est incluse en eux. » Comme le montrait Marx, une rectification est nécessaire dans le système capitaliste. Les marchandises en tant que produits capitalistes, ne sont pas échangées suivant le travail incorporé par elles, même en laissant de côté les fluctuations du marché, mais sur la base du taux moyen de profit. Le profit devient le régulateur de la production. L'époque du capital financier apporte le prix et le profit des monopoles. Maintenant nous aimerions demander au camarade Haston ce qu'il comprend par la validité générale de la loi de la valeur en Russie ? L'échange sur la base du travail incorporé par la marchandise, ou sur celle du taux moyen du profit ? Ce qui s'applique aux marchandises s'applique également à l'argent. Une circulation développée de marchandises nécessite une circulation d'argent. Dans toutes ses fonctions non capitalistes, la forme de l'argent est un facteur nécessaire en Russie. Mais l'argent n'est pas du capital, c'est seulement dans certaines conditions et dans un certain mode de circulation que l'argent devient capital.